17
mars
2008

Arrêté relatif à la lutte contre la BVD chez les bovins

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,
vu la loi fédérale sur les épizooties (LFE), du 1^{er} juillet 1966¹⁾;
vu l'ordonnance sur les épizooties (OFE), du 27 juin 1995²⁾;
vu le règlement concernant la police sanitaire des animaux, du 31 mars 1999³⁾;
sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de l'économie,
arrête:

- Objet** **Article premier** Le présent arrêté a pour objet les dispositions cantonales d'exécution relatives à la lutte contre le virus de la diarrhée virale bovine (BVD) dans le cadre du programme d'éradication.
- Organisation**
1. Vétérinaire cantonal **Art. 2** ¹Le vétérinaire cantonal organise la campagne d'éradication et la surveillance.
²Il édicte des directives destinées aux personnes responsables du prélèvement des échantillons.
2. Personnes responsables du prélèvement **Art. 3** ¹Le vétérinaire cantonal désigne les personnes chargées d'effectuer le prélèvement des échantillons durant la phase d'estivage et la phase initiale et de les acheminer au laboratoire vétérinaire.
²Ces personnes sont rétribuées pour leur activité.
³Elles peuvent la déléguer à des tiers à certaines conditions.
⁴Le vétérinaire cantonal conclut avec chaque personne responsable du prélèvement des échantillons un contrat écrit portant notamment sur les tâches à effectuer, la rétribution et le respect des délais.
- Estivage** **Art. 4** ¹En application de l'article 174b OFE, les troupeaux de vaches nourrices devant se rendre sur un pâturage communautaire ou d'estivage doivent être testés avant l'estivage.
²Un responsable d'exploitation d'estivage peut exiger que les vaches se rendant sur son estivage soient testées. Il doit préalablement obtenir une autorisation du vétérinaire cantonal. Les frais relatifs à la réalisation des tests sont à sa charge.
³Les veaux nés en estivage en 2008 ne doivent pas être testés à l'égard de la BVD.

FO 2008 N° 18
1) RS 916.40
2) RS 916.401
3) RSN 916.421

916.421.40

Statut des exploitations contrôlées

Art. 5 ¹Durant la phase initiale, dès le prélèvement des échantillons et jusqu'à l'obtention des résultats et à l'éventuelle élimination des animaux contaminés, les bovins n'ont plus le droit de quitter l'exploitation, sauf pour l'abattage direct. Celle-ci est automatiquement placée sous séquestre simple de premier degré au sens de l'article 69 OFE.

²Lorsqu'un animal infecté permanent a été détecté dans un troupeau, le déplacement vers une autre unité d'élevage des bovins dont une gestation ne peut être exclue est interdit jusqu'à preuve de la non-gestation ou jusqu'au terme de la gestation; la cession de ces animaux pour un abattage direct est autorisée.

Indemnités versées aux propriétaires

Art. 6 Pour chaque animal infecté permanent abattu ou éliminé, un montant forfaitaire de 300 francs, à charge du budget de l'Etat, est versé au propriétaire. Les articles 32, 33 et 36 LFE ne sont pas applicables.

Rétribution

Art. 7 ¹Lorsque les prélèvements sont effectués par des vétérinaires, lors des phases d'estivage et initiale, ceux-ci sont rétribués comme suit:

- indemnité de base par exploitation 20.—
- travail selon le temps consacré; rétribution horaire 135.—
- frais de port effectifs.

²Les propriétaires de bovins ne sont pas rétribués pour les prélèvements qu'ils effectuent pendant les phases secondaire et de surveillance.

Financement

Art. 8 ¹Les frais liés à la campagne d'éradication de la BVD dans le canton sont couverts à raison d'un tiers par le budget de l'Etat et de deux tiers par les propriétaires de bovins; la part due par les propriétaires de bovins comprend d'une part la participation prélevée auprès de ceux-ci par l'exploitant de la banque de données sur le trafic des animaux (BDTA) et redistribuée aux cantons et d'autre part des versements directs effectués conformément à l'alinéa 2.

²Un acompte est prélevé auprès des propriétaires de bovins au début de la campagne d'éradication. A la fin de la campagne, le vétérinaire cantonal établit un décompte des frais; en fonction du résultat, un montant complémentaire est prélevé ou un solde est restitué.

Entrée en vigueur et publication

Art. 9 ¹Le présent arrêté entre en vigueur avec effet au 1^{er} janvier 2008.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.